



CONTRAT N° _____
DATE DU SINISTRE OU DU LITIGE _____

ASSUREUR CONSEIL
Nom _____
N° _____
Référence _____

ASSURE _____
Nom ou Raison Sociale _____
Adresse _____
Téléphone _____
Télécopie _____
État civil complet
Date et Lieu de naissance _____
Pour les personnes morales
Nom, prénom et qualité du représentant statutaire _____

LOCATAIRE _____
Nom ou Raison Sociale _____
Adresse de l'immeuble loué _____
Téléphone _____
Télécopie _____
Références bancaires _____
Profession _____
Employeur _____

CAUTION _____
Nom ou Raison Sociale _____
Adresse _____
Téléphone _____
Télécopie _____
Références bancaires _____
Profession _____
Employeur _____

ADVERSAIRE _____
Nom ou Raison Sociale _____
Adresse _____
Téléphone _____
Télécopie _____

MODALITE DE GESTION (CADRE RESERVE A L'ASSUREUR CONSEIL)

Liaison directe avec l'assuré
 Liaison directe avec l'assuré et copies pour l'assureur conseil
 Liaison par l'intermédiaire de l'assureur conseil

Références

Pour la garantie “Loyers impayés”

- La copie du contrat de bail
- Pour les locataires entrés dans les lieux depuis moins de 6 mois ou postérieurement à la prise d'effet du contrat, le dossier locataire comprenant :
 - la fiche de renseignement dûment complétée
 - la copie d'une pièce d'identité du locataire
 - une attestation d'assurance multirisque habitation
 - un relevé d'identité bancaire
 - pour les salariés : bulletins de salaires des 3 derniers mois du locataire et de son conjoint ou concubin ou partenaire s'il a conclu un pacte civil de solidarité ou des colocataires
 - pour les retraités : personne à la retraite depuis moins de 3 ans : notification de droit faite par la Caisse de retraite ; personne à la retraite depuis plus de trois ans : 2 derniers avis d'imposition sur le revenu
 - pour les non salariés et les salariés rémunérés à la commission : 2 derniers avis d'imposition sur le revenu
- Le décompte détaillé des sommes dues par le locataire défaillant
- La copie de votre lettre de relance recommandée avec avis de réception adressée au locataire et à la caution solidaire éventuelle
- Le mandat d'action en justice ci-joint, complété et signé
- Toute autre pièce utile à la conduite du dossier
- La copie de l'acte d'engagement de la caution

Pour la garantie “Protection Juridique”

- L'exposé complet du litige ci-contre
- Toutes les correspondances s'y rapportant
- Les justificatifs du préjudice subi
- La copie de la convocation en justice éventuelle
- La copie du contrat de bail

Pour la garantie “Détériorations Immobilières”

- La copie du contrat de bail
- La copie des états des lieux d'entrée et de sortie ou du procès-verbal d'huissier
- Un devis de réparation
- La copie de votre lettre recommandée avec avis de réception sommant le locataire et la caution solidaire éventuelle de vous régler le montant des réparations
- La copie de l'acte d'engagement de la caution

Pour la garantie “Départ prématuré”

- La copie du contrat de bail
- Le décompte des sommes dues par le locataire
- La copie de l'acte d'engagement de la caution

Tranquillité Bailleur

Les pouvoirs ci-après devront être signés (mais non datés) dès la déclaration de litige ou de sinistre.

MANDAT D'ACTION EN JUSTICE

Je soussigné _____ demeurant à _____
donne par la présente mandat à DAS, 34 Place de la République au Mans, représentée par son Directeur Général, d'agir en justice à l'encontre de M _____, mon locataire, en vue d'obtenir la résiliation du bail et son expulsion.

Fait à _____ le _____

Signature

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour mandat".

EN CAS DE CESSATION DE PAIEMENTS DE VOTRE ADVERSAIRE

Le décret du 27 Décembre 1985 ne laisse aux créanciers qu'un délai de deux mois pour déclarer leurs créances.

Tout courrier reçu et émanant d'un Syndic (Administrateur, Liquidateur ou représentant des créanciers) devra, sous peine de déchéance des droits de l'assuré, nous être impérativement signalé dans les quarante huit heures.

A défaut, DAS sera déchargée de toute responsabilité.

POUVOIR

Je soussigné _____ demeurant à _____
donne par la présente, pouvoir à DAS, 34 place de la République au Mans, représentée par _____
de déclarer en mon nom, ma créance à l'encontre de _____
auprès de _____
et de suivre jusqu'à leur fin les opérations de la procédure correspondante telles que prévues par la loi n° 85-98 du 25 Janvier 1985, le décret n° 85-1388 du 27 Décembre 1985 et les autres textes subséquents.

Fait à _____ le _____

Signature

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour pouvoir".

LA PROCÉDURE D'INJONCTION DE PAYER EST RAPIDE ET EFFICACE

POUVOIR

Je soussigné _____ demeurant à _____
donne par la présente, pouvoir à DAS, 34 place de la République au Mans, représentée par son Directeur Général,
de déposer au Greffe du Tribunal de _____
requête aux fins d'injonction de payer contre mon débiteur, M _____

Fait à _____ le _____

Signature

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour pouvoir".